

# Intervention au rassemblement CGT

du 31 janvier 2013

Place Edouard HERRIOT – 75007 PARIS



Par Gilbert GARREL

Secrétaire Général

## Chères et Chers Camarades,

C'est la CGT qui est là aujourd'hui. C'est la CGT des Cheminots qui est présente devant le Palais Bourbon où dans quelques semaines le gouvernement entend proposer au vote des parlementaires un projet de loi sur l'emploi issu de l'accord national interprofessionnel dont les discussions ont pris fin le 11 janvier dernier.

La conférence sociale de juillet annonçait une négociation entre le patronat et les organisations syndicales sur la «sécurisation de l'emploi». Le MEDEF et quelques partenaires sociaux peu enclins à combattre les thèses libérales ont signé un texte visant uniquement à la «sécurisation du patronat». Ceux qui légitiment la flexibilité, la mobilité forcée, la facilité donnée aux patrons de licencier, ceux qui limitent les recours juridiques des salariés, devront répondre devant les travailleurs des conséquences de cette signature. Mais il en va de même concernant ceux qui ont applaudi le contenu de cet accord régressif.

Pour défendre leurs choix, ils estiment avoir gagné sur la complémentaire santé pour tous et sur la taxation des contrats courts. Dans les faits, ils fragilisent encore les fondations de la sécurité sociale tout en octroyant aux assureurs privés une manne de 4 Milliards d'euros. Concernant les contrats courts, ils exemptent le patronat sur les intérimaires, sur les saisonniers, sur les remplacements de congés maternité et l'exonèrent de cotisations sociales sur les embauches de salariés de moins de 26 ans, au final le camp patronal ramasse une fois encore la mise en étant bénéficiaire de près de 50 Millions d'euros.

Il ne peut pas y avoir d'accord gagnant – gagnant avec le MEDEF. C'est une absurdité d'imaginer pouvoir satisfaire les patrons et les salariés. Ces négociations sont une nouvelle démonstration des vellétés patronales à exiger toujours plus. L'objectif du MEDEF est le même. Son obsession est de vouloir détricoter le socle social issu du Conseil National de la Résistance, de vouloir revenir sur l'ensemble des acquis de mai 68, de vouloir saborder les lois Auroux de 1983.

Nous entrons maintenant dans la phase d'écriture de la loi car le gouvernement refuse d'admettre que cet accord est minoritaire au regard de la représentativité nationale. Notre mobilisation doit donc se poursuivre car il n'est pas imaginable qu'un gouvernement dit « de gauche » transcrive dans une loi républicaine les mêmes reculs sociaux que ceux imaginés par Sarkozy et Parisot dans leur projet baptisé « compétitivité – emploi ».

Nous savons que nous pourrions nous appuyer sur des députés et sénateurs progressistes qui nous accompagneront dans ce combat, certains sont là aujourd'hui pour saluer et soutenir notre rassemblement et je les en remercie. Nous devons faire converger les forces pour empêcher que cet accord inique devienne force de loi. Le syndicat de la magistrature a décrypté et dénoncé le contenu dangereux de cet accord. L'ensemble des salariés pourrait être soumis à un chantage ignoble du patronat si un tel texte de loi voyait le jour. Ceux de l'industrie bien sûr et nous voyons que Carlos Ghosn, le patron de Renault, n'a pas tardé à dégainer. L'impact dans le commerce et dans le secteur tertiaire, où la précarité et les temps partiels imposés sont légion, serait catastrophique et toucherait particulièrement les femmes. Les jeunes et les seniors seraient les cibles privilégiées d'un patronat décomplexé.

Les salariés se sentent largement trahis par ce gouvernement, ceux qui majoritairement ont créé les conditions de son élection, ceux qui ont souhaité tourner la page « sarkozienne », ceux qui ont entendu « le changement c'est maintenant ! ». Quel changement ?

« Je renégocierai le traité budgétaire européen » disait-il. Il l'a fait adopter en l'état sans en modifier une virgule et sans débat démocratique.

« *Mon ennemi c'est la finance* ». La spéculation est revenue au même rythme qu'avant 2008 sans aucune injonction aux banques pour servir au développement industriel et à l'emploi.

« *Je rétablirai la justice sociale* ». C'est le patronat qui se voit octroyer 20 milliards d'euros de crédit d'impôt, ce sont les plus humbles qui payent la facture via une hausse programmée de la TVA et une réduction des services publics.

Les salariés réagissent. Ceux de Renault et de PSA qui se sont unis dans la lutte. Ceux de Florange, de Pétroplus, de Virgin, de Good-year, les fralibs et tant d'autres encore, poursuivent leur combat sans relâche. Le 22 janvier les enseignants parisiens étaient en grève. Aujourd'hui, c'est la fonction publique qui agit par la grève et les manifestations sur l'emploi et les salaires.

Il faudra, dans les jours à venir, faire converger ces luttes qui se construisent bien souvent dans l'unité car les salariés partagent nos analyses et notre ambition de bâtir un rapport de force conséquent face à l'offensive patronale qui utilise abusivement la crise comme prétexte à la remise en cause de tous nos droits. Nous devons peser sur les choix gouvernementaux, nous avons légitimité à le faire. Il est fondamental dans la période de construire la riposte aux attaques patronales.

Dans cette période où le gouvernement a annoncé sa volonté d'ouvrir des négociations sur les retraites, il est important que nous sachions élever les consciences et la mobilisation. Comme sur l'emploi, nous avons vu le comportement du MEDEF concernant les retraites complémentaires AGIRC et ARCCO, nous avons vu s'aplatir certains représentants des salariés, nous savons à quoi nous attendre.

Notre capacité à rassembler les salariés sur nos propositions sera donc déterminante. Thierry Lepaon, dirigeant confédéral, est avec nous aujourd'hui pour symboliser cette indispensable convergence des luttes. Faisons en sorte que les cheminots, avec la CGT, s'inscrivent dans cette démarche, non pas par solidarité mais parce que nous sommes, nous cheminots, pleinement concernés.

Regardons de plus près la stratégie mise en œuvre par la Direction de la SNCF qui s'est accélérée depuis 5 ans. Pourquoi vouloir toujours plus d'emplois hors cadre permanent? Pourquoi toujours plus de mobilité? Pourquoi vouloir sans répit contourner notre réglementation du travail? Pourquoi avoir créé des pôles emplois internes avec les EME et les EDC? Pourquoi nos IRP sont-elles sans cesse bafouées? Pourquoi nos élus et militants CGT sont-ils si souvent harcelés et mis en accusation de façon injuste? Pourquoi toujours plus d'intérimaires et de CDD? Pourquoi mettre en place des rémunérations au mérite ou verser des dividendes? Pourquoi faire grossir démesurément le groupe et ses filiales au détriment de l'entreprise publique et du service public SNCF? Pourquoi externaliser les charges, créer des filiales concurrentes à nos services internes, privatiser l'atelier de Montigny les Metz?

Pourquoi délocaliser à l'étranger sur des plateformes en Europe de l'Est et au Maghreb comme c'est le cas pour nos services informatiques? Pourquoi vouloir renier l'histoire et remettre en cause le rôle des cheminots dans la résistance? Pourquoi ont-ils ignoré le 30 octobre dernier, la responsabilité de la CGT et de Pierre Sémard concernant la création de l'entreprise publique SNCF il y a 75 ans?

C'est la traduction concrète, sur le quotidien des cheminots, de la feuille de route de SARKOZY, mise en œuvre avec tant de zèle par PEPY durant ces 5 années de mandat à la présidence de l'entreprise.

PEPY et BLAYAU en tête, avec au pas, juste derrière, l'ensemble du Comité Exécutif de la SNCF, se sont inscrits dans cette démarche visant à remettre en cause les droits et les acquis sociaux des cheminots, à abandonner toute conception républicaine du dialogue social pour mieux les soumettre à leur diktat et les préparer au libéralisme exacerbé. Précarité, mobilité, flexibilité, entrave aux droits syndicaux, ils n'ont rien à envier aux rapaces du MEDEF nos patrons!

Au-delà des sujets transverses et communs à tous les salariés, l'année 2013 sera pour les cheminots une année cruciale. Sur le plan européen, c'est la préparation du 4<sup>ème</sup> paquet ferroviaire qui aura des conséquences sur l'avenir de notre entreprise historique et du service public national. L'ultra libéral, Siim Kallas a dévoilé hier ces propositions. Eclatement des entreprises historiques, séparation entre infrastructure et transport, ouverture à la concurrence généralisée des transports de voyageurs nationaux, remise en cause des droits sociaux, casse méticuleuse des services publics nationaux sont les seules ambitions de ces technocrates à la solde des pouvoirs financiers. Et malheureusement notre Ministre des Transports semble porter une appréciation plutôt favorable à ce texte. Le Président de la branche ferroviaire d'ETF a déclaré hier l'opposition formelle des syndicats européens à ces propositions rétrogrades. Nous devons construire une mobilisation européenne pour nous opposer avec fermeté à ces dérives libérales.

L'action européenne de mars, proposée par la CES, contre les politiques d'austérité pourrait être pour les cheminots l'occasion de faire mesurer notre détermination à refuser la traduction qui en est faite dans le secteur ferroviaire.

En parallèle, sur le plan national, c'est l'annonce du Ministre des Transports concernant la réforme du système ferroviaire. Les propos du Ministre ne heurtent pas les oreilles lorsqu'il exprime sa volonté de créer un pôle public ferroviaire unifié, lorsqu'il déclare vouloir créer un gestionnaire unifié de l'infrastructure rattaché à la SNCF au sein de ce pôle public. Mais ses annonces doivent être mises sous notre vigilance car la structure juridique de ces entités et le financement du système ferroviaire ne trouvent aucune réponse dans ces déclarations. C'est pourquoi, j'appelle nos syndiqués, nos militants à porter dans et hors de l'entreprise notre proposition CGT. **Nous sommes la seule organisation syndicale à faire une proposition complète et crédible qui est fondée sur deux ambitions:**

- ✘ Répondre aux besoins de la Nation par un service public ferroviaire de fret et de voyageurs sûr et de qualité.
- ✘ Répondre aux attentes des cheminots en matière d'amélioration de leurs conditions sociales et de travail.

Ce projet crée les conditions de bâtir une entreprise unique et intégrée en capacité de développer le transport public par rail tout en maintenant, régénérant et développant notre réseau.

Il porte en lui la réunification de la famille cheminote autour d'un seul et même statut, préservant notre protection sociale spécifique de santé et de retraite, garantissant à tous les salariés du rail un niveau social équivalent à ceux de l'EPIC.

Notre proposition porte en elle l'efficacité et la qualité du système ferroviaire par une organisation du travail articulée autour des métiers en rupture avec l'organisation de la production par activité que nous subissons depuis 10 ans qui est source de dysfonctionnements, de souffrances et de dégradations du niveau de sécurité des agents et des circulations.

Notre projet intègre également des réponses concernant le financement, par des ressources nouvelles comme le versement transport accordé aux régions, l'affectation de la taxe poids lourds à des modes de transports alternatifs, une taxation plus juste des entreprises privées, à qui de Villepin a offert les autoroutes et nous allons plus loin en proposant la renationalisation du réseau autoroutier. Nous mettons en débat la création d'un pôle public financier et d'une épargne populaire dédiée aux transports en site propre. Et nous en sommes convaincus, l'élimination des interfaces entre RFF et la SNCF ainsi que l'organisation de la production en multi-activité seront également des sources d'économie, d'efficacité et de réactivité conséquentes.

C'est cette visée CGT qui est notre repère, elle est la Voie du Service Public!

C'est à partir de cette proposition que j'appelle tous les syndiqués à poursuivre notre démarche engagée il y a plus d'un an, les Etats Généraux du Service Public Ferroviaire, pour faire partager aux cheminots mais aussi à tous les citoyens, usagers, chargeurs, élus notre projet car il porte en lui le service public SNCF de l'avenir dégagé des visions libérales et régressives que développent ceux qui prônent la privatisation et la libéralisation pour satisfaire l'appétit des marchés.

Nous avons des appuis dans cette démarche, ce sont ces citoyens qui au quotidien se mobilisent pour défendre une ligne, des arrêts dans leur gare, des trains aux heures utiles, mais aussi des triages, des dessertes fret dans un souci constant d'améliorer l'environnement et de désengorger les routes. Nombreuses sont ces associations qui ont décidé de s'unir pour faire converger leur force dans une structure dont la désignation symbolique la CNR (Convergence Nationale pour le Rail) qui s'inscrit dans un réseau plus large de défense de l'ensemble des services publics. Ils sont présents aujourd'hui avec nous et je les remercie.

Leurs représentants que vous connaissez, Patrick Delfosse le Président de la CNR et Didier Le Reste, son vice-président, ont déposé ce matin une motion au gouvernement pour exiger un service public SNCF de fret et de voyageurs de qualité et sur l'ensemble du territoire. Les actions militantes de ces citoyens qui œuvrent sur des valeurs communes aux nôtres sont autant de points d'appui pour construire ensemble les luttes à partir des réalités locales.

Je le disais précédemment, nous pourrons nous appuyer sur des parlementaires, des élus régionaux et locaux pour soutenir notre engagement et nos valeurs. Je pense à ces Sénateurs qui ont déposé un projet de loi sur le service public SNCF, qui ont la semaine dernière questionné F.Cuvillier, qui prépare un texte pour abroger les lois anticonstitutionnelles de 2007 et de 2012 concernant la limitation pour les salariés du transport terrestre et aérien de faire grève. Je salue Pierre LAURENT qui s'est joint à nous pour les représenter. Je pense à ces députés qui combattent ardemment les projets de lois antisociales et défendent avec vigueur les valeurs du service public. André CHASSAIGNE, Président du

groupe CRC à l'Assemblée Nationale est ici, à nos côtés et je le salue.

Je pense, à ces élus en Région qui luttent pour le développement du transport ferroviaire public de proximité et s'opposent à l'ouverture à la concurrence. A ces élus locaux qui se battent avec nous pour la défense d'un triage, d'une ligne ferroviaire, pour le maintien de cheminots dans leur gare. Nous ne sommes pas seuls dans le combat, nous devons chacun dans nos prérogatives construire la bataille contre le libéralisme et la casse des services publics.

Comment concevoir que le Ministre des Transports puisse prôner la réunification de la SNCF, quand Mme LEBRANCHU, Ministre de la fonction publique porte son éclatement dans l'acte III de décentralisation?

Nous devons être très attentifs à ce projet de loi, car son volet transport comporte des intentions très dangereuses. Sur l'avenir des TET et le désengagement de l'Etat sur la plupart de ces trains nationaux pour les transférer aux Régions voire à les reporter sur des Bus. G.PEPY, frétille de joie à ces annonces avec sa filiale ID Bus. Sur certaines lignes fret et voyageurs qui pourraient sortir du réseau national pour en faire des lignes régionales, voire pour les fermer, et reporter les trafics sur la route. Sur le développement d'opérateurs privés de fret qui pourraient être subventionnés alors que notre proposition d'inscrire le wagon isolé comme service d'intérêt général est systématiquement rejetée quand il s'agit de la SNCF.

Mais si nous sommes rassemblés aujourd'hui c'est avant tout pour interpeller le Gouvernement et particulièrement le Ministre délégués aux Transports. La réforme du système ferroviaire ne se fera pas sans les cheminots, sans les organisations syndicales et sans la CGT.



Entrer dans des discussions sur une réforme nécessaire ne nous fait pas peur, à condition que l'objectif soit bien celui d'apporter une réponse publique aux exigences nationales et de viser l'amélioration de nos conditions de travail et de vie. Mais si le Ministre veut que la CGT s'inscrive dans ce débat avec un esprit de construction et en confiance, il faut avant tout qu'il modifie sérieusement les orientations prises par la Direction de la SNCF ces dernières années. Pour l'instant les cheminots n'ont vu aucun changement, pire il semble que Guillaume PEPY accélère la cadence libérale selon les principes dictés par le gouvernement précédent et en toute impunité.

Suite au courrier du 18 janvier 2013, adressé au Ministre annonçant notre rassemblement de ce jour, une délégation fédérale a été reçue hier par les services ministériels.

**La première question concerne le fret** et la trajectoire économique catastrophique prise par cette activité qui est à l'origine du Droit d'Alerte Economique déclenché par les élus du CCE. Nous sommes parvenus à un niveau historiquement bas de transport ferré et la SNCF envisage encore de le réduire en volume et en chiffre d'affaires. Casse de l'emploi, fermeture des triages, démontage des voies de service et embranchements, mise à la ferraille des locomotives et des wagons, rejets des chargeurs, telle est la stratégie de Pierre BLAYAU. C'est antinomique avec les prétentions gouvernementales en matière environnementale, de sécurité routière, de désengorgement du réseau routier. Les dirigeants de la SNCF contribuent à mettre des camions sur les routes par millions et à détruire définitivement l'outil industriel dédié au fret, le gouvernement est en droit et même en devoir d'intervenir.

Ensuite nous avons interrogé le Ministre sur **l'outil industriel matériel et équipement** au regard de la stratégie de l'entreprise. Fermeture programmée d'atelier, suppressions d'emploi, organisation du travail sur les chantiers de voie, sous-traitance, accidentologie du travail croissante, mobilité et travaux de nuit à outrance, etc... mais aussi sur l'avenir de l'ingénierie de ces deux grands métiers. On ne peut prétendre vouloir développer le rail avec un pôle ferroviaire public et laisser disloquer ainsi ces deux grandes fonctions industrielles indispensables à la qualité du transport ferré au sein de l'entreprise publique.

Troisième question, **l'emploi**. Guillaume PEPY a menti en 2012, il récidive en 2013. En 2012, il a annoncé la stabilisation de l'emploi et en a supprimé 1044. En 2013, il écrit et signe dans « le Parisien » qu'il ne supprimait aucun emploi, mais il prévoit 1086 suppressions au budget dont 1073 uniquement au fret. Dans le même temps il use et abuse des CDD, intérimaires, stagiaires, apprentis ou alternants pour couvrir des postes de cheminots inscrits aux cadres d'organisation. En 5 ans, Guillaume PEPY a supprimé 10 603 emplois à la SNCF et il essaie, par de l'enfumage médiatique, de se faire passer pour le sauveur de la France.

Quatrième sujet, **les salaires**. Guillaume PEPY en 5ans a fait baisser le salaire des cheminots de 5,2%. Mais en parallèle, il distribue de l'argent sous forme de prime, de dividendes, en communication, en frais de déplacement. Il tente d'acheter les cheminots et les médias pour faire passer sa politique. Ces pratiques issues des méthodes utilisées par les pires patrons de la sphère privée sont inacceptables lorsqu'ils sont mis en œuvre par le dirigeant d'une grande entreprise publique de service public sous un gouvernement de gauche.

Enfin, nous avons interpellé le Ministre sur **le taux T2** qui finance notre régime spécifique de protection sociale. Le précédent gouvernement visait sa destruction, Guillaume PEPY l'a accompagné dans cette trajectoire en obtenant à deux reprises un abaissement de cette part socialisée de notre salaire dédiée à son financement. C'est exactement la stratégie du MEDEF qui demande des exonérations de cotisations sociales et veut les transférer sur l'impôt. C'est exactement ce que vise la Commission européenne des transports en voulant abroger la loi de 69 garantissant l'équilibre budgétaire de notre régime.

Un Ministre qui s'engage à maintenir nos droits statutaires et notre protection sociale de santé et de retraite doit garantir sa pérennité. Il se doit donc d'exiger, des embauches au cadre permanent et le respect des engagements de G.PEPY, des rémunérations basées sur les augmentations générales de salaires et une réévaluation du taux T2 à son niveau initial, sinon c'est que lui aussi pratique la langue mensongère.

Malgré les arguments des camarades et la crédibilité irréfutable des revendications portées par la CGT, ce gouvernement, englué dans sa politique d'austérité, s'obstine à soutenir la stratégie budgétaire de la Direction. Néanmoins, sur le Fret, le Ministre est aujourd'hui contraint de lancer un diagnostic sur le fret et de mettre en place un plan d'action pour réaliser un meilleur report modal et une autre complémentarité des modes de transports. Il a concéder hier d'associer les organisations syndicales à cette réflexion et de nous consulter avant de rendre ses intentions publiques. En appui des résultats du droit d'alerte économique du CCE et surtout en appui des mobilisations que nous devons poursuivre et consolider nous sommes en droit d'exiger un

moratoire sur l'ensemble des restructurations que ce soit pour les fonctions exploitation, roulant et matériel.

Chères et Cher Camarades, ce rassemblement massif, votre détermination, vos convictions sont une nouvelle démonstration de force faite à la Direction et au gouvernement. Nous avons franchi ensemble une nouvelle étape dans la construction du rapport de force. Il nous appartient de poursuivre sans relâche la mobilisation. Les actions revendicatives locales que vous avez construites sur l'emploi et les conditions de travail sont autant d'éléments qui contribuent à peser sur les choix de la Direction et du gouvernement, et je salue cet engagement syndical que vous menez au quotidien, sans faille, malgré l'arrogance de nos dirigeants à tous les niveaux.

Chères et Chers Camarades, dans 5 jours, mardi 5 février 2013, les cheminots et 32 000 salariés de filiales du groupe SNCF vont s'exprimer dans les urnes pour désigner leurs représentants au CA de la SNCF. Je vous appelle à poursuivre et amplifier pendant cette période le déploiement que nous avons si justement engagée en ce début d'année. Le score de la CGT lors de cette élection sera un élément important dans l'élaboration du rapport de force. Ces rencontres nombreuses avec les cheminots et les salariés du groupe sont autant d'occasions pour renforcer notre CGT, autre élément déterminant pour faire pencher la balance sociale du bon côté.

**Nous sommes le 31 janvier, je vous souhaite à toutes et à tous une belle année de luttes et de conquêtes sociales. Que 2013, soit l'année de la voie du service public SNCF et l'année de la CGT !**

Je vous remercie.